

QUELLES APPROCHES POUR PRÉVENIR LA CONSOMMATION EXCESSIVE D'ALCOOL CHEZ LES JEUNES ?

Cette rencontre s'est ouverte par la lecture de la lettre du président Jean-Luc Romero : « L'alcool est une substance qui a une place particulière dans nos sociétés. Il est intégré dans les moments festifs et de partage, il est associé à la notion de plaisir. Aujourd'hui les dangers sont identifiés : comas, violences, accidents de la route, relations sexuelles non protégées. Pour les jeunes, l'alcool est perçu comme un produit à fort intérêt bénéfique. Quels discours les acteurs de prévention doivent-ils porter ? Qui doit agir ? Ce qui est certain, c'est que certains discours ne marchent pas : le discours dramatisant, moralisateur et stigmatisant ne fonctionneront évidemment pas. C'est même l'effet inverse qui sera obtenu ».

Les politiques de santé publique relatives à la surconsommation d'alcool en direction des jeunes

● Jean-Pierre Couteron président de la Fédération Addiction et psychologue clinicien :

« Cette histoire de surconsommation n'est pas une invention » soutient-il. Il rappelle l'existence de plusieurs enquêtes de santé publique qui mesurent l'usage d'alcool chez les jeunes : Espad (2012), Escapad (2011) et HBSC (2010). Elles permettent de constater une nette évolution : l'augmentation des usages réguliers, de l'alcoolisation ponctuelle, de l'ivresse régulière, ainsi que de l'expérimentation élevée d'alcool. Ces enquêtes mesurent aussi l'usage récent d'alcool (soit les 30 derniers jours) et montrent une augmentation chez les 15-16 ans. Autant de données qui justifient l'interpellation. Jean-Pierre Couteron pointe du doigt les symptômes d'une société devenue addictogène à travers deux grandes tendances : l'évolution des modèles culturels de contrôle et la perte de référence du processus éducatif. Quatre paramètres entrent alors en ligne de compte : l'estompage des limites, la maximalisation et l'accélération

de l'expérience sensorielle, la transformation de la notion d'amélioration de soi et la banalisation des processus d'exclusion et de marginalisation.

Jean-Pierre Couteron cite différentes mesures mises en œuvre pour lutter contre la surconsommation d'alcool : la loi HPST (interdiction de la vente aux mineurs, de la vente au forfait, ou de la consommation sur la voie publique), le plan « Santé des jeunes » 2008-2012. « Ces mesures ne punissent pas mais limitent l'accès au produit. On peut d'ailleurs s'interroger sur le fait qu'elles sont en contradiction avec la société. Ces mesures ne peuvent fonctionner que s'il y a une politique de réduction des risques ». Jean-Pierre Couteron mentionne aussi le développement des consultations jeunes consommateurs au sein des Centres de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (Csapa). Selon lui, les jeunes sont un public qui résiste

Accueil documentaire

par téléphone :

01 56 80 33 10

du lundi au mercredi

de 9h30 à 12h30

et de 14h à 18h

et le vendredi

de 9h30 à 12h30

et de 14h à 17h

par courriel :

documentation@lecrips.net

Centre Régional
de Ressources
d'Information et de
Prévention sur le
VIH/SIDA, les IST, les
hépatites, l'éducation
à la vie affective et
sexuelle, les drogues,
les dépendances et les
conduites à risque chez
les jeunes



Informier • Prévenir • Former

*** Île de France**

Crips Île-de-France

14, rue Maublanc

75015 Paris

T : 01 56 80 33 33

F : 01 56 80 33 00

info@lecrips.net

www.lecrips-idf.net

beaucoup à se considérer comme malade. Il est donc nécessaire d'être en lien avec les structures qui les reçoivent suite à des abus d'usages, notamment les services d'urgence. « Il y a deux approches. L'une vise à réduire la consommation et les problèmes qui en découlent, ce qui reste très compliqué actuellement. Ce ne sont pas des solutions absolues, mais petit-à-petit ces mesures aident à débanaliser le discours sur l'alcool. La seconde approche est individuelle et vise à réduire les dommages liés à l'alcool. C'est là qu'il y a une vraie modernisation de nos concepts à faire : l'éducation, la prévention, l'accompagnement dans la gestion des consommations. Puisque l'usage se rajeunit, on doit progresser sur l'intervention précoce ».

Les jeunes : cœur de cible de la prévention ou avenir de la nation ?

● **Michel Craplet** psychiatre alcoologue et médecin délégué de l'Anpaa, commence par rappeler le sous-titre provocateur de son intervention : « L'alcoolisme des jeunes n'existe pas ». Il explique que l'inquiétude si souvent exprimée par les adultes est loin d'être récente, montrant à titre d'exemple une citation de Platon. En outre, le spécialiste signale que ce sont pourtant les adultes qui donnent le mauvais exemple à la maison. « L'initiation à l'alcool se passe en famille », souligne-t-il, en rappelant une certaine hypocrisie des « vieux », plus indulgents envers eux-mêmes qu'envers les jeunes générations. Le médecin montre que le premier article de presse sur le sujet remonte à 1979 dans *Le Point*. Depuis, ce sujet a été maintes fois relayé, développé, relooké, donnant lieu aussi à un nouveau vocabulaire (*binge-drinking*, *premix*, etc) pour de nouveaux modes de consommation (jeux à boire, *open bars*, etc). Michel Craplet propose trois actions pour endiguer le phénomène : instaurer un dialogue avec les familles, faire de l'éducation à la santé en intervenant dans les écoles, mettre en œuvre des politiques de contrôle de l'offre d'alcool. Michel Craplet préconise une prévention active, globale et éthique pour ainsi éviter une prévention contre-productive qui consisterait à voir le problème chez les autres sans remise en question de sa propre consommation. Pour conclure son intervention, l'alcoologue rappelle que le thème de la prévention chez les jeunes a servi de levier pour inclure la consommation d'alcool en général à l'agenda européen. Enfin!

Présentation des résultats du questionnaire Crips

● **France Lert** directrice de recherches à l'Inserm et conseillère scientifique du Crips, présente les résultats du questionnaire sur l'alcool mené auprès de

jeunes de 14 à 25 ans. Son objectif est de voir comment ils ont consommé au cours des trois derniers mois, mais aussi la façon dont ils perçoivent leur propre consommation. Le questionnaire a été mis en ligne et à disposition auprès des usagers du Cybercrips. Au total, 65 répondants ont participé à l'enquête. France Lert souligne plusieurs aspects intéressants : « Plus de la moitié des jeunes disent avoir aidé un ami qui a trop bu. Cela doit être pris en compte dans le domaine de la réduction des risques ». Le questionnaire s'intéresse aussi à la façon dont ces jeunes ont apprécié ce moment où ils ont consommé. « L'expérience de trop boire n'est pas réhibitoire pour eux. Majoritairement ils considèrent avoir passé un bon moment, rares sont ceux qui ne souhaitent pas recommencer, analyse France Lert. Ce qui nous a intéressé c'est de rapprocher ces résultats à l'étude Aubertin et Morel ». Cette étude qualitative menée en 2011 auprès de jeunes et d'adultes corrobore les observations du Crips. « Pour les jeunes interrogés, boire sert à se lâcher, à s'amuser. Cela correspond à l'idée d'un moment festif, même s'ils gardent un regard critique sur l'alcool. Ils sont nombreux à le considérer comme un vrai problème ». Pour France Lert, il faut aussi déconstruire le lien entre alcool et plaisir. « Mais si on ne le remplace pas par quelque chose d'autre, c'est quand même difficile. Il faut faire réfléchir, engager une démarche citoyenne, par les pairs ». La directrice de l'Inserm soulève des interrogations : « Dans la prévention des drogues dures, on sait les risques que l'on veut éviter : le VIH, l'hépatite C. Mais quels sont ceux de l'alcool ? L'excès ? La gravité de l'excès ? La consommation ? Le coma éthylique ? L'accident ? Les rapports sexuels non protégés ? Si la réduction des risques ne progresse pas dans le domaine de l'alcoolisation des jeunes, c'est qu'à mon avis elle reste indéfinie et ambiguë ». Si elle ne s'appuie que sur un petit échantillon des jeunes, l'étude permet cependant de dégager plusieurs constats : « La prévention ne sert à rien, sauf pour la sécurité routière, puisque c'est un danger concret et donc pris au sérieux ». Pour faire face, les jeunes s'organisent, notamment en nommant un conducteur qui restera sobre. Si le conducteur désigné (ou « Sam ») fonctionne, c'est parce que le risque est identifié et que la conduite à tenir est clairement définie.

L'initiative du « Sam », alimente le débat. « Fonctionne-t-il aussi parce qu'il est socialement valorisé ? », questionne Lofti Amri, psychologue. « Dans la politique de réduction des risques, on fait appel à l'intelligence sociale de façon positive, rappelle France Lert. Il faut considérer que les gens sont capables d'être actifs et de dérouler des dispositifs qui conviennent à leur style de vie ». Pour Michel Craplet, l'initiative du « Sam » reste une illusion, malgré son succès : « Les études mesurent que ces programmes permettent aux autres consommateurs de boire davantage. C'est une solution du point de vue de la sécurité routière, mais pas une solution en termes de prévention ». France Lert émet son désaccord et met en avant l'idée d'*empowerment* : « Il faut faire confiance aux gens. On disait que les usagers de drogue étaient incapables de maîtriser quoi que ce soit, moyennant quoi ils ont été ravagés par le VIH parce qu'on leur a refusé l'accès aux seringues. Mais quand on reconnaît la capacité à agir, les gens savent s'en saisir. C'est cette position que je veux défendre. De plus, une étude de l'Inserm, la cohorte

Tempo, montre que l'arrêt de ces comportements coïncident avec les rôles sociaux d'adultes : couple, parentalité, vie professionnelle ». Un avis que partage Lama Shahara et qui va dans le sens de la politique du Crips : « Nous cherchons à renforcer les compétences psychosociales en incitant le jeune à être décideur et acteur de sa santé ». Chantal Cambier, CPE dans un lycée, évoque enfin le programme Parme (Prévention des Addictions et des conduites à Risques en Milieu festif Etudiant) qui allait dans ce sens : « Si on forme les jeunes, ils peuvent eux-mêmes tenir ce rôle de prévention. Ils sont capables de réfléchir ensemble au sens de la fête et de mener des petites actions qui peuvent amener des améliorations ».

Présentation du dispositif Prev'en'ville de la ville de Rennes

● **Nathalie Bouhaddi-Liger coordinatrice de Prév'en'ville** explique que le dispositif a été mis en place en 2005 à Rennes et est porté par un collectif multipartenarial avec notamment Aides, le Crij Bretagne, le planning familial ou encore des éducateurs spécialisés de la protection de l'enfance. L'objectif est d'impulser une préoccupation commune sur les risques liés à la fête sur trois axes : l'intervention en milieu festif, la mobilisation des acteurs de la nuit et l'amélioration des conditions de retour après la fête. Prév'en'ville intervient sur une vingtaine de nuits par an, dont certains festivals (Transmusicales, Rock'n'Soalex) en travaillant avec les premiers secours. Prév'en'ville est présent lors des soirées Dazibao, des soirées sans alcool organisées par et pour les jeunes. Le collectif dispose d'un bus aménagé avec un espace d'accueil et de convivialité, un espace informations santé (préservatifs, bouchons d'oreilles, éthylo-tests, stéribox), ainsi qu'un coin repos : « Le lieu est très apprécié par les jeunes et nous permet d'être proches d'eux sur les lieux de consommation. La prévention se fait également grâce à des équipes de déambulation à la rencontre du public, qui peut être très divers selon les manifestations », explique Nathalie Bouhaddi-Liger. Prév'en'ville travaille aussi avec les organisateurs grâce à une formation des agents de sécurité et des bénévoles premiers secours et un travail de coordination avant le festival avec ceux qui l'encadrent. Pendant l'événement, le dispositif permet la coordination pour faire face à tous les comportements. Enfin, une plaquette a été élaborée, sorte de mode d'emploi en petit format pour savoir comment rentrer chez soi après la fête.

Les associations sur le terrain

● **Thierry Charlois coordinateur du projet Fêtez Clairs.** Le projet parisien Fêtez Clairs est un partenariat visant à intégrer la promotion de la santé dans la culture

clubbing à Paris. « Nous voulons changer les comportements des professionnels de la nuit, mais aussi ceux des fêtards », souligne Thierry Charlois. L'approche se fait donc auprès des discothèques parisiennes avec des sessions de formation et d'échanges, ainsi que la signature d'une charte avec la Mairie et la préfecture. Avec les fêtards, la sensibilisation se fait grâce à l'édition de brochures, mais aussi l'organisation d'espaces d'accueil et de prévention dans les événements festifs. L'approche est globale et concerne tous les risques (alcool, drogues, rapports sexuels à risques, accidents de la route). « On est dans une démarche de santé communautaire pour promouvoir l'éducation par les pairs ». Fêtez Clairs installe des espaces de prévention (les *chill-out*) lors de certaines manifestations, notamment lors de la Technoparade, afin de toucher les mineurs. Pour Thierry Charlois, il est nécessaire de prendre en considération l'évolution de cet événement qui est devenu très grand public depuis quelques années : « Il y a quatre ans, on a vu une montée en puissance du nombre d'évacuations par la Protection Civile, en raison de malaises liés à la consommation d'alcool. Il a fallu repenser notre manière d'intervenir ». En amont de la Technoparade, des flyers sont édités, sur la prévention de la surconsommation d'alcool (« Le coma éthylique, c'est pas automatique »), mais aussi sur les risques auditifs liés aux musiques amplifiées (avec l'association Bruitparif). Lors de l'événement, deux équipes sont mobilisées, une en déambulation à pieds et en rollers, dans et autour de la parade, afin de sensibiliser mais aussi de porter assistance. Une autre équipe de douze intervenants est présente sur le *chill-out*, situé dans le périmètre de la Protection Civile : « L'idée est d'accueillir aussi ceux qui accompagnent la personne amenée, cela permet de discuter avec eux ». Cette année, l'espace *chill-out* a accueilli 66 personnes, dont 25 mineurs. « D'année en année, on accueille de plus en plus de gens, constate Thierry Charlois, mais ce n'est pas forcément négatif. On voit aussi moins de gens arriver seuls, donc plus de solidarité. Dans un même groupe, on voit de plus en plus d'écarts dans les degrés d'alcoolisation entre les personnes. Les gens commencent à faire attention aux autres ». L'an prochain, un service sera consacré au raccompagnement des personnes à leur domicile après la manifestation.

● **Sandra Loisy coordinatrice de la prévention en Île-de-France à Avenir Santé.** Créée en 1998 à Lyon, Avenir Santé agit pour la prévention et la promotion des comportements favorables en privilégiant l'effet pair. L'association intervient sur trois thèmes : la prévention des addictions (alcool, tabac, cannabis), les accidents de la route et la vie affective et sexuelle. « On rencontre chaque année 200 000 jeunes et nous sommes présents sur 7 régions. Nous comptons 26 salariés et 21 volontaires en service civique, ainsi que 260 jeunes bénévoles intervenants, et travaillons en partenariat avec le Crips, Fêtez Clairs et Parme », énumère Sandra Loisy. Les interventions se font dans les milieux festifs étudiants, mais aussi scolaires et éducatifs. Des équipes mobiles sont aussi présentes pendant les consommations sur l'espace public. « Enfin, on intervient maintenant sur l'espace numérique, car il y avait un vrai manque à ce niveau-là ». En effet, en 2008, l'association constate qu'elle fait face à beaucoup de demandes d'organisa-

teurs de soirées, mais n'a pas les moyens humains, ni financiers d'intervenir. Elle décide donc de monter un site internet en réponse à ce problème, la plateforme www.montetasoiree.com. Le projet était au départ à destination des organisations étudiantes. « L'idée était de valoriser ce qui existait déjà, comme une boîte à outils interactive de tout ce qui se fait, pour faire en sorte que la prévention soit au programme de l'organisation d'une soirée, qu'elle devienne une étape indispensable ». Le site internet donne ainsi une méthodologie et liste les différentes obligations (responsabilités, textes de lois), mais aussi les aides dont peuvent bénéficier les organisateurs. « Il faut valoriser les initiatives des jeunes, mais on peut aussi les aider. Le but n'est pas de prendre leur place, mais de les responsabiliser ». En 2010, le projet a été validé comme outil de prévention par la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt). Le site a reçu 13 000 visiteurs uniques en 2011 et plus de 20 000 depuis début 2012. L'association a mis en place une démarche de conseils où chaque organisateur peut appeler pour s'informer sur la marche à suivre : « Un entretien dure en moyenne 35 minutes. Cela permet de faire le point et d'échanger sur l'ensemble de l'organisation. Nous souhaitons faire comprendre que le but de la prévention n'est pas d'empêcher la soirée, mais qu'il y a une vraie nécessité de faire réduire les risques. On peut consommer, mais aussi faire en sorte que tout se passe bien », maintient Sandra Loisy. Cette année, 57 entretiens ont été réalisés, contre 42 en 2011. Enfin, l'association tient à valoriser les bonnes pratiques et récompense ceux qui se donnent les moyens d'agir en créant un prix pour les organisateurs de soirées. Cette année, le jury a récompensé le BDE de l'université Pierre et Marie Curie avec un prix de 2 000 euros à réinvestir pour de nouvelles actions de prévention. Ce concours deviendra national dès l'an prochain.

Présentation du projet « safer drinking scenes » au Royaume-Uni

● **Mark Burton-Page chef de projet au Forum Européen pour la Sécurité Urbaine**, raconte que Safer Drinking Scenes est une initiative financée en majeure partie par la Commission Européenne qui cherche à promouvoir la consommation responsable. C'est un réseau de villes françaises qui en est à l'origine et qui s'est ensuite élargi au niveau européen. Chaque ville a eu l'occasion d'accueillir toutes les autres pour faire découvrir ses actions de prévention et ses pratiques locales. « Le problème reste la consommation excessive qui a des conséquences en termes d'ordre public mais aussi de santé publique, insiste Mark Burton-Page. Toutes les villes n'ont pas une approche identique, mais la plupart intègre

au moins la répression d'un côté, la prévention et la médiation de l'autre. La volonté de trouver un équilibre entre la tranquillité des habitants dans les villes et le droit à utiliser l'espace public pour faire la fête fait consensus ». Avant de développer l'exemple de la ville de Kingston-upon-Thames, Mark Burton-Page présente le contexte de la consommation d'alcool britannique : « Le Royaume-Uni a une culture de l'alcool différente du reste de l'Europe. La mode du *binge-drinking* (ou biture express) résulte de la fermeture des pubs avant minuit ». Une mesure aujourd'hui modifiée par le Licensing Act de 2003. Les britanniques sont champions du nombre de consommations en une occasion qui peut aller jusqu'à 10 verres en une seule occasion. « Le *binge-drinking* coûte 3,2 milliards d'euros au système de santé, explique Mark Burton-Page. On estime qu'il cause 1,2 million d'hospitalisations et 1 million de crimes violents chaque année ». Depuis mai 2012, une nouvelle stratégie a été adoptée pour éviter le *pre-loading* (le fait de boire avant de sortir en soirée) : proposer un prix minimum de 40 cents par unité d'alcool. Cette initiative est déjà expérimentée en Ecosse. Une autre mesure vise à donner plus de compétences aux autorités locales. « Ces solutions sont bien accueillies, mais certains suggèrent qu'il faut s'attaquer à la culture de l'alcool ». Kingston-upon-Thames a instauré un partenariat très développé sur le management de la vie nocturne avec les services de la jeunesse et de la prévention des usages de drogues. Cet arrondissement de Londres a aussi mis en place un partenariat avec l'hôpital pour les jeunes de 13 à 19 ans. Si le jeune l'autorise, un signalement est envoyé au service jeunesse qui le contactera pour évaluer le besoin d'intervention et la nécessité de le recevoir en entretien pour l'aider. Un questionnaire est aussi accessible en ligne et dans les écoles afin d'adapter les actions à la situation locale « Cette année, 1 500 réponses ont été reçues. Cela servira à mettre de la distance avec les conceptions d'adultes sur le *binge-drinking* ». D'autres actions plus classiques sont développées, comme un bus d'information et de prévention, ou encore la réalisation d'un film avec les jeunes. Le site www.sds-project.eu permet d'accéder à des fiches de pratiques et aux résumés des visites des villes européennes participant au projet (dont Anvers, Rotterdam, Stuttgart). « Il apportera, j'espère, une expertise et une connaissance, mais aussi une action politique locale, nationale et européenne. »

Lors des échanges, une psychologue clinicienne et sexologue souligne la dichotomie persistante dans sa pratique professionnelle : « Il faut choisir entre prévention de la vie affective et sexuelle et les questions d'addictions, alors que les deux sont liés ». Le Dr Lama Shahara, directrice générale du Crips, conclut en affirmant en effet la nécessité d'une politique et d'un financement global pour une prévention transversale en direction des jeunes, sans compartimenter les différents risques.

Les rencontres du Crips Île-de-France sont organisées avec le soutien de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France.